

# L'Education nationale et la société face au décrochage scolaire

mercredi 9 octobre 2019 de 10h à 12h30, à l'Union régionale CFDT 145 rue des stations LILLE

A l'occasion de son assemblée générale de rentrée, le groupement des retraités du Sgen-CFDT Nord Pas de Calais a choisi le thème du **décrochage scolaire qui interroge l'école et notre société**. Ce débat était ouvert aux adhérents CFDT retraités ou pas.

Nous avons bénéficié pour ce débat de l'intervention de :

- **Christian Delbarre**, ancien directeur de l'Association de Prévention Spécialisée de Mons en Baroeul (APSM) – Club Azimuts,
- **Jean-Marie Toulisse**, ancien secrétaire général de la CFDT Nord Pas de Calais, actuellement responsable d'une école de la deuxième chance,
- **Thierry Willaey** responsable Sgen-CFDT 59/62 pour la MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire).

✚ **La Prévention Spécialisée** : elle articule présence sociale dans l'espace public (travail de rue...), accompagnement éducatif individualisé, mise en œuvre d'actions collectives, soutien à la vie sociale des quartiers. <http://www.apsn-prev.org/>

✚ **L'école de la 2<sup>ème</sup> chance** : Née d'une initiative européenne en 2006, l'École de la deuxième chance Grand Lille a pour objectif d'**assurer l'insertion professionnelle durable de jeunes volontaires et motivés**, sortis du système éducatif sans qualification. Elle ne délivre pas de diplôme, mais vise à accréditer des compétences, par l'évaluation de chacune des activités menées au sein de l'Ecole. <https://e2c-grandlille.fr/ecole/le2c-grand-lille/>

✚ **La Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire** a un rôle de conseil, d'expertise et d'ingénierie de formation avec deux finalités essentielles :

- Réduire, par des actions de prévention, le nombre de sorties sans diplôme ;
- Prendre en charge les élèves décrocheurs essentiellement de plus de 16 ans en vue d'un raccrochage et/ou d'une qualification reconnue, pour une insertion sociale et professionnelle durable.

<http://www1.ac-lille.fr/cid84311/mlds.html>

⇒ 26 personnes étaient présentes pour ce débat.

⇒ Pour organiser au mieux ce débat nous avons fait le choix de laisser intervenir les invités (une quinzaine de minutes chacun) avant de leur poser des questions sur la base de post-its écrits par les présents et synthétisés par Jacques DESCAMPS.

⇒ Ce qui suit est constitué d'extraits des interventions à l'état un peu *brut*.

## Les interventions

### Jean-Marie TOULISSE

Retraité il est impliqué dans les Écoles de la 2<sup>e</sup> chance, un groupe de travail sur les enjeux démocratiques et générationnels au CESER<sup>1</sup> et il tient un blog<sup>2</sup> : questions de générations. Il se considère comme un **militant de l'intergénérationnel**.

Les jeunes sont les plus en difficulté aujourd'hui, mais on ne le voit pas.

JMT a été étiqueté en échec scolaire, avec une relation difficile avec l'école, (pas de lycée, aucun enseignant ne l'a marqué positivement) mais, grâce à l'engagement dans la CFDT, peut aujourd'hui donner des cours à Science Po.

Il ne parle pas de « décrochage » mais de jeunes abandonnés avec plusieurs responsabilités du côté de l'Ecole, des familles, du syndicat ...

On ne parle pas encore assez des jeunes dans notre syndicat.

<sup>1</sup> Conseil Economique, Sociale et Environnemental Régional ; pour les Hauts de France : <https://ceser.hautsdefrance.fr>

<sup>2</sup> <http://questionsdegenerations.nordblogs.com/>

Paroles de jeunes : Dans les 10 portraits de jeunes faits dans le cadre du CESER, quelques verbatim qui reviennent :

Exemple de l'école des courses hippiques<sup>3</sup>, une jeune fille dys-4:

« on m'a toujours rabaissée, j'avais du mal à apprendre, j'ai été suivie par des orthophonistes, j'en ai marre d'apprendre des choses que je ne suis pas capable de restituer. »

Pb en EPS de zéro en course d'orientation.

« Au collège les profs s'en foutent, ils doivent terminer leur programme »

À chaque fois qu' on reprend une année, il y a une rupture, il faut tout recommencer à zéro ; une méthode pour diminuer ce choc : la transmission du cahier d'une année sur l'autre en école : un seul cahier pur 5 ans.

« Chacun de mes chevaux a son propre entraînement, les élèves devraient avoir leur propre entraînement ».

« Fainéant, t'es un con »

« Cataloguée intelligente, ils m'ont forcée à aller dans le général... »

« On n'apprend pas sur une chaise »

« Ils sont responsables de nos échecs, mais ils s'en foutent »

« Je sais lire, mais je ne comprends pas ».

« les profs ne comprennent pas qu'on comprend pas »

« école déconnectée de la réalité »

Propos entendus par une mère : « Je ne vais quand même pas handicaper les élèves qui travaillent bien ! »

A-t-on le droit de dire cela ? A l'EN il semble qu'il n'y a aucune sanction envers les profs qui déconnet, aucune hiérarchie ?

À l'école de la 2<sup>e</sup> chance, on les prend comme ils sont.

Par contre, je sais que si je veux les aider, c'est à nous de nous *bouger le cul* pour que chacun soit capable au bout de 5 mois de faire un entretien d'embauche ou de faire un retour en formation, et on y arrive.

Écoles de la 2<sup>e</sup> chance dans tous les Hauts de France. Cible théorique : 18-25ans, mais on élargit la cible en fonction de ceux qui frappent à nos portes.

**Thierry WILLAEY** membre de la mission de lutte contre le décrochage scolaire pour l'Académie de Lille (MLDS) élu au CTA (comité technique académique).

Voir le document de synthèse.

Passage à un dispositif d'accompagnement des jeunes en voie de déscolarisation

44 enseignants sur 14 bassins de formation. Cible : + de 16 ans

Le décrochage est multifactoriel, les réponses le sont.

- erreurs d'orientation

- pbs de santé

Deux axes dans notre travail :

**1. Remédiation** : axe qui a tendance à diminuer

Réseau Focale : Les enseignants coordonnateurs, dans l'Académie sont affectés en CIO (centre d'information et d'orientation).

Objectifs adaptés : retour en formation initiale, apprentissage, mais aussi « prendre du temps » pour orienter vers une Mission locale, vers une E2°C..

**2. Prévention du décrochage scolaire**

en appui aux professeurs principaux, CPE et chefs d'établissement, pour les élèves absentéistes

PREMIS : Programmes aménagés d'enseignement général : modification de l'Emploi du temps, stages dans d'autres LP, dans le monde associatif ...

Ces programmes peuvent parfois être collectifs, et ils peuvent déboucher sur un « parcours plus »

Pôle d'Accompagnement et de Remobilisation individualisé

Action pour les élèves ayant échoué au Bac (Quador)

**Christian Delbarre**

Ancien directeur d'un club de prévention spécialisée (« éducateurs de rue »)

<sup>3</sup> <http://www.ecole-des-courses-hippiques.fr/index.php>

<sup>4</sup> Les dys : dyslexiques, dysorthographiques ... 20% dans la population française ; <https://www.ffdys.com/> ;

Acteurs de liaison sociale dans l'environnement scolaire

Financement par le Conseil Départemental, et parfois des communes ou communautés urbaines.

Arrêté du 4 juillet 1972.

Lien avec l'Aide Sociale à l'Enfance

Cible : jeunes de 11 à 25 ans, mais le Département du Nord souhaite rajeunir la cible.

- Actions auprès des jeunes et des familles

- Actions collectives : conventions club – collège pour notamment gérer la violence dans et autour du collège, ateliers, groupes de parole etc avec ALSES

ALSES<sup>5</sup> : professionnels titulaires d'un diplôme d'état, qui exercent une mission de service public, travaillant avec les collèges dans le cadre d'une convention. Là où il y a des ALSES : diminution des conseils de discipline.

Accompagnement éducatif inscrit dans la durée mais sans durée prévue au départ

Logique d'adaptation permanente au territoire, actions non reproductibles d'une année sur l'autre

Respect de l'anonymat pour rencontrer un éducateur. La transmission d'informations à d'autres éducateurs est soumise à l'accord du jeune.

ALS ES : actions collectives, groupes de parole, accompagnements dans et hors du collège.

Une expérience au clg Rabelais Mons en Baroeul, 18 jeunes tous sanctionnés par un conseil de discipline orientés vers l'ALS du collège. Les 18 jeunes sont venus régulièrement le mercredi AM.

Projet collectif de solidarité internationale. Projet monté, travail avec Restaus du cœur, actions d'autofinancement. Partis au Maroc. 17 continuaient leur scolarité.

## **Le débat !**

### ***Analyse du « décrochage », de ses causes :***

Les plus faibles sont aussi plus sujets à harcèlement.

JMT : travailler sur le sujet de la phobie scolaire, et inventer autre chose. Un campus de la remotivation en vue. Travailler aussi sur la motivation : comment accrocher un jeune ?

Pensons aussi qu'il y a pas mal de familles monoparentales et de jeunes en foyer.

Parmi les autres facteurs d'exclusion :

JMT : les stages d'observation en 3°. C'est la croix et la bannière pour trouver un stage. Aucun enseignant n'apporte d'aide. Problème du capital social de certaines familles, du manque de relations « utiles ». Il faut à tout prix que l'institution aide les jeunes.

Il manque une structuration même si des artisans ont fait le job (cf initiative de l'Union patronale l'Artisanat, site « C'est ma chance »)

Autre problème : l'accès à l'information numérique (pronote...). Les dossiers pour la moindre demande sont très lourds

### ***Relativiser la part des jeunes concernés par rapport à la classe d'âge ?***

2600 jeunes pris en charge par la MLDS. Mais ces chiffres sont plutôt en baisse.

JMT : À l'école de la 2<sup>e</sup> chance, 650 jeunes par an à Roubaix

Au niveau national, pour une classe d'âge de 790000 jeunes il y a environ 140 000 jeunes en situation de décrochage scolaire. Chiffre peut-être sous-estimé.

### ***Le constat des déficiences (pour ne pas dire plus ...) de l'E.N. et ce qu'il faudrait changer***

Oui, il y a des profs qui ont des paroles malheureuses, mais beaucoup s'investissent dans la prévention. L'image des enseignants et de l'EN que donne JM. Toulisse est caricaturale. L'exemple de Mons en B montre que l'E.N. peut s'ouvrir.

JM Toulisse : Dès que l'éducation nationale accueille un jeune, il faut le suivre. Et arrêtons de donner du travail à la maison !

**On sait ce qu'il faudrait faire :** travailler en équipe, sortir de la classe, suivi individualisé, tout le travail se fait à l'école etc... cf revendications anciennes (!) du Sgen sur la redéfinition du métier.

### ***Quelques améliorations possibles ou déjà réalisées :***

- le même cahier dans les 5 ans d'école : l'élève voit ses progrès.

---

<sup>5</sup> acteur de liaison sociale dans l'environnement scolaire ; [https://lenord.fr/jcms/prd1\\_637575/-on-cree-du-lien-avec-les-eleves-en-difficulte](https://lenord.fr/jcms/prd1_637575/-on-cree-du-lien-avec-les-eleves-en-difficulte)

- les bulletins trimestriels avec deux rubriques : le constat, le niveau et les conseils pour les apprentissages
- la vérification des appréciations sur les bulletins par le chef d'établissement avant l'envoi aux familles.
- la démarche de projet, qui peut être motivante pour les élèves
- des initiatives locales de concertation : B. Clavey (ex COP) a connu dans un lycée (au siècle dernier ?) des réunions régulières avec l'AS, la CPE et l'infirmière.
- rappel : Erasmus a des crédits augmentés, qu'on peut utiliser pour un maximum de jeunes, collégiens, lycées de LP, [des apprentis...](#)

## **Problème des interventions de multiples professionnels « en tuyau d'orgue » :**

chacun d'eux suit sa logique professionnelle, défend la spécificité de son métier (pas seulement les enseignants !), et se conforme aux consignes et objectifs de son administration (Santé, Justice, Education nationale etc) ou de ses financeurs (CD), sans compter les initiatives locales, surtout sur l'accompagnement, l'aide aux devoirs (municipalités, centres sociaux, associations cf La Clé etc)

Rappel de Ch. Delbarre : Un club de prévention peut perdre son agrément.

Ch. Delbarre : manque de dialogue au sein des équipes et parfois avec les AS

## **Question abrupte : n'y a-t-il pas trop d'intervenants ? les élèves s'y retrouvent ils ? ne faudrait il pas regrouper toutes ces actions ?**

A l'appui de cette question, un constat : rien que dans un collège Rep+, dans sa semaine l'élève peut voir dans la semaine, en plus des profs, du CPE et des aides éducateurs (souvent très « jeunes »), 3 à 6 autres intervenants : des professionnels (psy, infirmière, AS..), des stagiaires, des bénévoles et des services civiques : animation, médiation, écoute etc.. Toutes ces personnes ont-elles le temps, les moyens de s'informer mutuellement ?

**Réponses** de T.W et C.D. :

Thierry W. : c'est un peu notre travail de rechercher des acteurs hors de l'EN.

Th. Willaey est aussi vice-président d'un Centre social qui met en place de l'accompagnement scolaire : les jeunes qui suivent cet accompagnement améliorent leur rapport à l'école

C.D : Les enseignants ne peuvent pas aller chercher les élèves chez eux, on a donc besoin de travailler avec d'autres.

Un éducateur (Mons Rabelais) : il existe des espaces de coordination.

La richesse est justement dans les différences d'approche.

Il faut partir du gamin dans sa globalité, pour construire autour et avec lui.

**Conclusion : il vaut mieux maintenir différentes interventions**, ce qui permet différentes analyses, tentatives de remédiation et pistes de solution pour le jeune. Reste entière la question de la concertation.

## **Le métier d'enseignant et les autres éducateurs**

J. Devoddère : tout cela pose aussi la question de la redéfinition du temps de travail des enseignants, de leurs missions, et aussi du règlement des dysfonctionnements, et des ressources humaines.

J. Descamps « **Il faut tout un village pour éduquer un gamin** », dit un proverbe africain.

## **FIN DU DEBAT**

Réflexion de Jacques DESCAMPS : **Et en France ?** l'éducation, au sens très large (y compris l'apprentissage des savoirs) est une chose trop importante pour être laissée à l'Education nationale (cf l'affirmation de Clémenceau : « la guerre est une chose trop importante pour être laissée aux militaires »). Tous les adultes qui sont au contact d'enfants et d'adolescents, qu'ils soient « pros » (services sociaux, santé, police, justice, enseignants, animateurs culturels, entraîneurs, éducateurs, entreprises accueillantes etc..) ou « pas pros » (familles, bénévoles associatifs, religieux etc) ont, de fait, un rôle éducatif, plus ou moins important, plus ou moins conscient et plus ou moins reconnu. Il est normal qu'il y ait des divergences d'objectifs, de points de vue, de pratiques entre toutes ces personnes « éducatrices ». Comment assurer un minimum d'échanges, de concertation et de cohérence entre ces intervenants, au moins les plus importants ? On peut craindre que si cette concertation n'existe pas, que si ces intervenants sont trop divergents, voire contradictoires, les jeunes les ignorent et s'en remettent aux deux autres acteurs majeurs de l'éducation dans nos pays : le groupe des pairs (cf l'importance de l'image de soi dans le groupe, la dictature des marques.) et les médias de masse (dont les réseaux sociaux), ces deux acteurs étant étroitement liés (cf le rôle

*social des jeux en ligne pour les ados, Fornite etc..). La réunion du 9.10.19, centrée surtout sur l'analyse du décrochage et sur les réponses actuelles existantes, n'a pas pu aborder cette question. Celle-ci n'est pas totalement nouvelle, elle avait été largement étudiée dans le travail autour de l'appel de Bobigny il y a 10 ans.*